



vendredi 17 mars 2017

## Les grands titres:

- Un an après la Déclaration UE-Turquie, le coût humain est de plus en plus élevé pour les enfants réfugiés et migrants
- Europe : Plus de 14.000 demandeurs d'asile ont été réinstallés depuis la Grèce et l'Italie, selon l'OIM
- Face à l'afflux massif de réfugiés fuyant le Soudan du Sud, le HCR appelle à soutenir les pays de la région
- En Europe, l'Envoyé de l'ONU pour le Yémen plaide pour un appui politique et financier en faveur des Yéménites
- Face à la réapparition d'une grippe aviaire, la FAO et l'OIE appellent à renforcer la surveillance de la pandémie
- Afghanistan : face aux menaces toujours présentes, le Conseil de sécurité proroge d'un an le mandat de la Mission de l'ONU
- Un projet de transfert d'argent de l'UNICEF et de l'UE vise à scolariser 230.000 enfants réfugiés en Turquie

## Un an après la Déclaration UE-Turquie, le coût humain est de plus en plus élevé pour les enfants réfugiés et migrants



Ayesh, âgée de 12 ans, était dans sa sixième année de scolarité dans le gouvernorat de Idlib, en Syrie, avant de fuir en Turquie où elle va pas à l'école.  
Photo: UNICEF / Shehzad Noorani

**17 mars** - Un an après la fermeture des frontières des Balkans et la Déclaration de l'Union européenne et de la Turquie visant à stopper les flux migratoires de masse, les enfants réfugiés et migrants sont plus exposés aux expulsions, à la détention, à l'exploitation et aux privations, a indiqué vendredi le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

« Bien qu'il y ait eu une diminution importante du nombre total d'enfants déplacés en Europe depuis mars dernier, les menaces et les souffrances des enfants réfugiés et migrants se sont multipliées », a déclaré la Directrice régionale de l'UNICEF et Coordinatrice spéciale pour la crise des réfugiés et des migrants en Europe, Afshan Khan. « Cela est devenu un cercle vicieux - les enfants fuient la souffrance, et ils finissent par fuir à nouveau, ou risquent la détention de facto, ou font tout simplement l'objet d'une négligence totale », a-t-elle alerté.



**« Parfois ça va et parfois ça ne va pas » - Hawar, 14 ans**

Le personnel de l'UNICEF en Grèce signale un profond sentiment de détresse et de frustration parmi les enfants et leurs familles, dont un enfant âgé de huit ans qui a essayé de s'automutiler.

Malgré l'amélioration récente des conditions de vie, certains enfants non accompagnés vivant dans les refuges souffrent de détresse psychosociale, avec des niveaux élevés d'anxiété, d'agressivité et de violence et démontrent des comportements à haut risque tels que la consommation de drogues et le recours à la prostitution. La guerre, la destruction, la mort d'êtres chers et un voyage dangereux aggravé par les mauvaises conditions de vie dans les camps en la Grèce ou les longues procédures d'enregistrement et d'asile peuvent déclencher des troubles de stress post-traumatique.

« Parfois ça va et parfois ça ne va pas », a dit Hawar, un garçon de 14 ans originaire d'Iraq. « Il y a des jours où je suis motivé et d'autres où je suis épuisé émotionnellement. Je me sens pris au piège. Je ne veux voir personne, ni rien du camp. Une fois que je sors après un certain temps, je me sens généralement mieux ».

Maroof, un homme originaire d'Afghanistan a déclaré que l'expérience de la traversée de la Méditerranée orientale a eu des effets psychologiques négatifs sur lui, sa femme et ses quatre enfants, et pour lesquels ils n'ont pas reçu de conseil.

« Le comportement de mes enfants a changé depuis leur arrivée ici. Ils ne veulent pas aller à l'école et ils se battent. Aujourd'hui, par exemple, je les ai envoyés à l'école dans le camp et ils ont quitté la classe », a dit Maroof. « Nous ne sommes pas sûrs de quoi que ce soit. Nous sommes prisonniers d'une île et cela cause des problèmes psychologiques. Mon seul bonheur est que nous soyons en vie ».

***Un tiers des 3.000 réfugiés et migrants arrivés en Grèce en 2017 sont des enfants***

L'UNICEF, en collaboration avec le gouvernement grec et les ONG partenaires, privilégie des soins appropriés pour les enfants réfugiés et migrants afin de répondre à leurs besoins psychosociaux et en matière de santé mentale.

Les transferts imminents de réfugiés et migrants vers la Grèce, conformément à la réglementation européenne dite de Dublin, sont susceptibles d'ajouter encore plus de tension à la situation des enfants et une pression supplémentaire sur les services existants.

Au lieu d'endiguer le flot, la fermeture des frontières et la déclaration UE-Turquie, ont conduit les enfants et les familles à prendre les choses en main et à s'engager dans des itinéraires encore plus dangereux et irréguliers avec les contrebandiers, tel que l'UNICEF et ses partenaires l'avaient prévenu il y a un an. Même en 2017, près de 3.000 réfugiés et migrants - avec environ un tiers d'enfants - sont arrivés en Grèce malgré la mise en œuvre complète de la Déclaration UE-Turquie et le strict contrôle des frontières. Beaucoup parviennent à traverser les frontières pour arriver en Bulgarie, dans la partie ouest des Balkans et en Hongrie.

***La moitié des 2.100 enfants non accompagnés vivent dans des conditions critiques***

Les enfants bloqués en Grèce et dans la partie ouest des Balkans ont déjà perdu près de trois ans de scolarité et se heurtent à plusieurs obstacles tels que la barrière linguistique et des systèmes éducatifs différents et une année de plus sans école. L'UNICEF soutient la stratégie du Ministère de l'éducation visant à intégrer les enfants réfugiés et les enfants migrants dans les écoles grecques. Cependant, seuls 2.500 enfants sur les 15.000 en âge d'être scolarisés bénéficient à ce jour du programme national en langue grecque.

Malgré des efforts considérables de la part du gouvernement grec et des partenaires, près de la moitié des 2.100 enfants non accompagnés vivaient encore dans des conditions inférieures à la normale au début du mois de mars. Parmi eux, près de 200 enfants non accompagnés résidaient dans des installations dont les mouvements sont limités : 178 dans les centres d'accueil et d'identification des îles et 16 « en garde préventive » dans des cellules de la police.

## Europe : Plus de 14.000 demandeurs d'asile ont été réinstallés depuis la Grèce et l'Italie, selon l'OIM



Une famille réinstallée depuis la Grèce vers le Portugal en février 2017. Photo: OIM 2017

**17 mars** - Les pays de l'Union européenne (UE) ont accueilli plus de 14.000 demandeurs d'asile en provenance de Grèce et d'Italie depuis octobre 2015, a annoncé vendredi l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) qui encourage les États membres de l'UE à respecter leurs engagements.

« Non seulement la réinstallation témoigne de la coopération, de la solidarité et d'une véritable Union, mais elle fait également une grande différence pour chacun des près de 14.500 personnes qui ont été réinstallées depuis la Grèce et l'Italie pour commencer de nouvelles vies dans d'autres États membres de l'UE », a déclaré la Directrice adjointe de l'OIM, Laura Thompson dans un communiqué.

La majorité des bénéficiaires de ce programme de réinstallation sont Syriens (81%) et Iraquiens (14%). L'Allemagne (3.093 personnes), la France (2.764 personnes) et les Pays-Bas (1 486 personnes) ont reçu le plus grand nombre de demandeurs d'asile à ce jour dans le cadre de ce programme. La Finlande et Malte ont également accepté un grand nombre de demandeurs d'asile. Environ 207 enfants migrants non accompagnés ont été acceptés par les autorités finlandaises, a souligné l'OIM.

Le programme de réinstallation est mis en œuvre par l'OIM en étroite coopération avec les autorités grecques et italiennes et d'autres agences, et avec le soutien continu de la Commission européenne, des États membres de l'UE et des États associés, ainsi que d'autres partenaires.

Pour aider les gens à s'intégrer dans leurs nouvelles communautés, l'OIM organise des séances d'orientation et d'accueil avant et après l'arrivée, en fournissant des informations sur les droits et obligations des individus. L'agence des Nations Unies pour les migrations apporte également un soutien et des soins complémentaires aux enfants migrants non accompagnés, aux femmes enceintes, aux nouveau-nés et aux migrants ayant des besoins médicaux particuliers, à travers par exemple un accompagnement pendant le voyage ou la mise à disposition d'interprètes.

## Face à l'afflux massif de réfugiés fuyant le Soudan du Sud, le HCR appelle à soutenir les pays de la région



Des réfugiés du Soudan du Sud arrivent à Elegu, dans le nord de l'Ouganda. Photo HCR/Will Swanson

**17 mars** - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a lancé vendredi un appel pour aider les pays africains - et plus particulièrement l'Ouganda - confrontés à des arrivées massives de réfugiés en provenance du Soudan du Sud.

« Huit mois après les nouvelles violences qui ont éclaté au Soudan du Sud, la famine causée par la combinaison vicieuse des combats et de la sécheresse est à l'origine de la crise des réfugiés qui connaît la croissance la plus rapide au monde », a déclaré le porte-parole du HCR, Babar Baloch, lors d'un point de presse à Genève.

*Aucun pays limitrophe n'est immunisé*

Selon le porte-parole, la crise au Soudan du Sud a provoqué le déplacement de 1,6 million de personnes dans la région. Les réfugiés sud-soudanais fuient en Ouganda, au Soudan, en Éthiopie, au Kenya, en République démocratique du Congo et en République centrafricaine.

« Le niveau des déplacements est alarmant et représente un fardeau impossible pour une région qui est clairement plus pauvre et qui manque rapidement de ressources pour y faire face », a souligné M. Baloch. « Aucun pays limitrophe n'est immunisé ».

### *L'Ouganda en première ligne*

Près de la moitié des réfugiés sud-soudanais sont en Ouganda, où la situation est maintenant critique dans le nord du pays.

Jusqu'à récemment, le taux de nouveaux arrivants en Ouganda était d'environ 2.000 personnes par jour. Selon l'agence onusienne, l'afflux de réfugiés a atteint un record en février avec plus de 6.000 arrivées en une seule journée. En mars, le pic a été l'arrivée de plus de 5.000 personnes en une seule journée pour une moyenne quotidienne de plus de 2.800 arrivées.

En raison de l'arrivée rapide de réfugiés en provenance du Soudan du Sud, les installations de transit mises en place dans le nord de l'Ouganda pour accueillir les personnes nouvellement arrivées sont débordées. Les pluies récentes dans la région n'ont pas aidé les choses, et ajoutent à la misère.

« La situation à laquelle est aujourd'hui confronté l'Ouganda s'avère être le premier et le plus important test des engagements pris lors du Sommet pour les réfugiés et les migrants de septembre dernier », a déclaré M. Baloch, rappelant notamment l'engagement essentiel d'appliquer une approche novatrice aux situations de réfugiés dans le monde – connue sous le nom de Cadre de réponse globale pour les réfugiés.

« L'Ouganda est en première ligne pour l'application de cette nouvelle approche », a indiqué le porte-parole de l'agence onusienne. « Avec 5 autres pays, il a accepté de défendre le Cadre de réponse globale pour les réfugiés en prenant des mesures pour intégrer les efforts humanitaires aux efforts de développement ». Ces mesures comprennent notamment la mise à disposition de terres aux réfugiés, de les inclure dans les plans nationaux de développement, et de leur permettre d'accéder aux marchés de l'emploi.

Toutefois, M Baloch a prévenu que ces efforts risquent fort d'échouer à moins d'un soutien supplémentaire urgent et à grande échelle. « À l'heure actuelle, le financement pour les réfugiés sud-soudanais dans la région ne représente que 8% des 781,8 millions de dollars requis », a-t-il alerté, ajoutant que l'appel de fonds du HCR pour l'Ouganda est toujours à court de 267 millions de dollars.

## **En Europe, l'Envoyé de l'ONU pour le Yémen plaide pour un appui politique et financier en faveur des Yéménites**



Des employés transportent des sacs alimentaires du PAM dans un entrepôt d'Al Mansoura, au sud du gouvernorat d'Aden, au Yémen. De nouvelles données montrent que 17 millions de personnes souffrent de faim au Yémen, soit une augmentation de 21% depuis juin 2016. Photo: PAM / Ammar Bamatraf

**17 mars** - L'Envoyé spécial des Nations Unies pour le Yémen, [Ismail Ould Cheikh Ahmed](#), a appelé vendredi la communauté internationale à faire tout ce qui est en son pouvoir pour faire cesser les combats, fournir une aide humanitaire et promouvoir un règlement politique négocié dans le pays déchiré par un conflit depuis deux ans.

« Le conflit a déjà tué et mutilé des dizaines de milliers de personnes et en a déplacé beaucoup plus. Combien d'autres personnes ont besoin de perdre leur vie avant que les partis ne prennent leur responsabilité morale et s'engagent dans un processus de paix et de fin des combats ? », a déclaré M. Ould Cheikh Ahmed dans un communiqué publié à la fin d'une visite officielle de quatre jours en Europe.

Dans le cadre de sa tournée européenne, l'Envoyé de l'ONU s'est entretenu avec des hauts responsables gouvernementaux en France et en Allemagne dont le Ministre français des affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, et le chef de la diplomatie allemande, Sigmar Gabriel. À Berlin, M. Ould Cheikh Ahmed a également eu des discussions avec des dirigeants de la société civile.

À Londres, l'Envoyé spécial a participé à la réunion du Quint, qui regroupe des représentants du Royaume-Uni, d'Oman, de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes Unis et des États-Unis. Les participants à la réunion dans la capitale britannique ont discuté des solutions possibles au conflit, y compris les besoins humanitaires actuels.

Près de 80% des ménages au Yémen sont plus pauvres économiquement qu'avant le début des combats, selon des chiffres publiés par l'ONU en début de semaine. De nouvelles données montrent également que 17 millions de Yéménites souffrent

de faim, soit une augmentation de 21% depuis juin 2016.

« Il est impératif que la situation au Yémen reste une priorité pour tout le monde », a déclaré M. Ould Cheikh Ahmed. « Les agences humanitaires des Nations Unies et leurs partenaires ont élaboré des plans pour aider les civils dans le besoin, mais les besoins dépassent largement les ressources disponibles », a-t-il rappelé.

## Face à la réapparition d'une grippe aviaire, la FAO et l'OIE appellent à renforcer la surveillance de la pandémie



Des efforts vétérinaires pour lutter contre les souches de grippe aviaire ont été renforcés à travers l'Asie. Photo: FAO / Hoang Dinh Nam

**17 mars** - Suite à la réapparition en Chine d'une nouvelle souche de la grippe aviaire pouvant être mortelle pour les êtres humains, l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) ont appelé vendredi à la mise en place d'une détection rapide et fiable du virus H7N9 et de systèmes de réactions à la source, à savoir chez l'animal.

Les deux agences internationales encouragent vivement les pays de la région à se montrer vigilants face à une incursion potentielle du virus, sous une forme faiblement ou hautement pathogène et appellent à davantage d'investissements dans la surveillance et les techniques de détection en laboratoire afin de protéger les échanges commerciaux, et notamment les échanges transfrontaliers. Selon la FAO et l'OIE, de telles mesures contribueraient à réduire le risque de propagation du virus et ses répercussions sur la santé publique.

« Afin de protéger la santé des êtres humains et leurs moyens de subsistance, il est indispensable de s'attaquer à la source de cette maladie chez les volailles : des actions doivent être mises en œuvre afin d'éliminer le virus H7N9 des exploitations affectées et des marchés », a déclaré le Docteur Vincent Martin, représentant de la FAO en Chine.

« Il est obligatoire d'établir une surveillance ciblée qui permette de détecter la maladie et d'assainir les fermes et les marchés où se trouvent des oiseaux infectés, en intervenant à des étapes clés tout au long de la chaîne de valeur avicole, depuis la ferme jusqu'à l'assiette. Il faut inciter tous ceux qui sont impliqués dans la production et la commercialisation de volailles à prendre des mesures de contrôle de la maladie. »

Le nombre de cas humains dus au virus H7N9, détecté pour la première fois en Chine il y a 4 ans, a brusquement augmenté depuis le mois de décembre 2016.

Comme lors des précédentes vagues, la majorité des patients infectés se sont rendus sur des marchés aux oiseaux vivants ou ont confirmé avoir été en contact avec des oiseaux infectés. Depuis 2013, la Chine a investi massivement dans la surveillance des marchés aux oiseaux vivants et des élevages de volailles. Néanmoins, la surveillance de ce virus s'est avérée particulièrement complexe dans la mesure où, jusqu'à récemment, les volailles ne présentaient peu ou pas de symptômes.

« Étant donné le risque de mutation présenté par le virus de la grippe aviaire, les services vétérinaires de chaque pays doivent régulièrement contrôler les différentes souches virales qui circulent entre les animaux afin de protéger la santé des animaux et des êtres humains », a expliqué le Docteur Matthew Stone, Directeur général adjoint de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE).

Jusqu'à récemment, le virus H7N9 ne manifestait qu'une faible pathogénicité, ce qui signifie qu'il ne provoquait que peu ou pas de signes cliniques chez les volailles. De nouveaux éléments recueillis dans la province chinoise de Guangdong indiquent aujourd'hui que le virus H7N9, tout en conservant sa capacité à provoquer des signes cliniques graves chez les humains, est devenu hautement pathogène pour les volailles.

« La Chine a réagi rapidement en signalant aux organisations internationales la mutation récente du virus et sa transition de faible à haute pathogénicité chez les volailles », a souligné le Docteur Stone. « Si l'on considère que le risque de mutation de ce virus est permanent, une caractéristique inhérente à tous les virus de l'influenza, le partage rapide des résultats de la surveillance et du séquençage avec la communauté internationale est primordial pour se préparer à lutter contre la pandémie.

La FAO et l'OIE ont souligné l'urgence d'établir un suivi permanent, ciblé et généralisé et une réponse efficace après détection du virus afin de l'empêcher de se propager au-delà des régions de l'est et du sud-est de la Chine où il est maintenant considéré comme endémique. Malgré une surveillance accrue dans les pays voisins et dans les pays à risques, la souche H7N9 n'a pour l'instant, pas été signalée chez les populations de volailles hors des frontières chinoises.

Les deux organisations dédiées à la sécurité alimentaire et animale ont également souligné l'importance de mettre à disposition et le plus rapidement possible toutes les informations issues des activités de surveillance en Chine. De telles données sont indispensables à l'action mondiale coordonnée visant à comprendre la grippe aviaire et tous ses types. Elles sont également cruciales afin d'estimer la potentielle propagation du virus H7N9 le long de la chaîne de valeur avicole ou par le biais des mouvements d'oiseaux sauvages.

## Afghanistan : face aux menaces toujours présentes, le Conseil de sécurité proroge d'un an le mandat de la Mission de l'ONU



Vue aérienne de la province occidentale d'Herat, en Afghanistan. Photo: MANUA / Fardin Waezi

**17 mars** - Le Conseil de sécurité a décidé, vendredi, de proroger jusqu'au 17 mars 2018 le mandat de la [Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan \(MANUA\)](#) déployée dans ce pays depuis 2002.

Les menaces que représentent pour l'Afghanistan les Talibans, ainsi qu'Al-Qaïda et Daech, et le « nombre record » de victimes civiles ont motivé les membres du Conseil à approuver cette prorogation.

En adoptant, à l'unanimité de ses 15 membres, la [http://www.un.org/Docs/journal/asp/ws.asp?m=S/RES/2344\(2017\)](http://www.un.org/Docs/journal/asp/ws.asp?m=S/RES/2344(2017)), présentée par le Japon, le Conseil demande à la MANUA de continuer à piloter et coordonner les activités civiles internationales en Afghanistan, en étroite coopération avec le gouvernement afghan, tout en coopérant étroitement avec la mission non militaire « Soutien résolu » de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

La Mission onusienne sera notamment chargée de coordonner et faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire, y compris en offrant un appui aux autorités en matière d'assistance et de protection des déplacés, et de créer des conditions propices au retour volontaire et durable des réfugiés et des personnes déplacées.

Le Gouvernement afghan est d'ailleurs invité à redoubler d'efforts pour faire du rapatriement et de la réinsertion des réfugiés « l'une de ses plus hautes priorités nationales ».

### *Préparer les Elections et améliorer la gouvernance et l'Etat de droit*

Le Conseil demande également à la MANUA d'apporter un soutien à l'élaboration des programmes nationaux prioritaires et à la planification de leur exécution, en coordonnant l'action des donateurs et organismes internationaux et d'apporter un appui à l'organisation des élections à venir en Afghanistan, notamment parlementaires.

« L'objectif étant de transférer à l'Afghanistan la gestion et la maîtrise de tous les programmes et activités des Nations Unies », un recours accru aux systèmes nationaux sera nécessaire, note le Conseil de sécurité, qui cite notamment l'amélioration de la gouvernance et du renforcement de l'état de droit, l'exécution du budget et la lutte contre la corruption dans tout le pays, conformément au Processus de Kaboul et au Cadre de responsabilité mutuelle.

La Mission devra aussi continuer de coopérer avec la Commission indépendante afghane des droits de l'homme et d'en renforcer les capacités, de coordonner l'action menée pour assurer la protection de ces civils, et de surveiller les lieux de détention.

### *Renforcement des capacités de défense*

Le Conseil a également souligné l'importance de l'engagement à long terme pris par le Gouvernement afghan et la

communauté internationale en vue d'assurer la création d'une force de sécurité et de défense nationale afghane fonctionnelle, professionnelle et pérenne. Il se félicite à cet égard que l'armée nationale afghane soit « de plus en plus à même de planifier et de mener des opérations ».

Aux États Membres, il est demandé de renforcer leur coopération afin d'intensifier l'échange d'informations, les contrôles aux frontières, le maintien de l'ordre et la justice pénale en vue de mieux contrer le retour des combattants terroristes étrangers et « la menace que la production, le trafic et la consommation de drogues illicites provenant d'Afghanistan font peser » et « dont les Talibans tirent une part substantielle de leurs ressources financières ».

La résolution exhorte cependant les partenaires de l'Afghanistan à poursuivre leurs efforts en vue de la tenue rapide de pourparlers directs entre le Gouvernement afghan et les « représentants autorisés des groupes Talibans ».

## Un projet de transfert d'argent de l'UNICEF et de l'UE vise à scolariser 230.000 enfants réfugiés en Turquie



16  
janvier 2017: une jeune fille dans une classe de langue turque dans le camp de réfugiés Nizip 1, à Gaziantep, dans le sud de la Turquie. Le camp de Nizip 1 abrite plus de 10.000 réfugiés syriens, dont plus de 5.000 enfants. Photo: UNICEF/Can Remzi Ergen

**17 mars** - L'Union européenne (UE) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont lancé jeudi un important projet de transfert de fonds visant à accroître le nombre d'enfants réfugiés scolarisés en Turquie.

« L'éducation dans les situations d'urgence est une des principales priorités de l'UE. Notre devoir moral est de sauver cette génération d'enfants réfugiés et d'investir dans leur avenir », a déclaré le Commissaire européen en charge de l'aide humanitaire et de la gestion des crises, Christos Stylianides, dans un communiqué de presse conjoint de l'UE et de l'UNICEF.

La contribution humanitaire de l'UE d'un montant de 34 millions d'Euros est la plus importante qu'ait reçue le projet intitulé 'Transfert conditionnel de trésorerie pour

l'éducation' (CCTE).

« Grâce à la générosité de l'UE et au leadership de la Turquie, l'UNICEF et nos partenaires aident déjà des milliers d'enfants à aller à l'école et à apprendre », a déclaré le Directeur général de l'UNICEF, Anthony Lake. « Le CCTE nous aidera à atteindre 230.000 enfants - une étape importante pour éviter la perte d'une génération ».

La Turquie accueille actuellement plus de trois millions de réfugiés, dont près de la moitié sont des enfants. Parmi eux, un demi-million sont déjà inscrits à l'école. Cependant, on estime que plus de 370.000 enfants réfugiés restent en dehors de tout système scolaire.

D'ici mai 2017, des transferts monétaires bimestriels seront effectués aux familles de réfugiés vulnérables dont les enfants fréquentent l'école régulièrement. Le projet comprend également une composante stratégique de protection de l'enfance afin d'assurer la continuité de la scolarité, la fréquentation des enfants réfugiés les plus vulnérables ainsi que leur orientation vers des services complémentaires de protection de l'enfance lorsqu'elle s'avère nécessaire.

Le projet CCTE sera mise en place conjointement par le gouvernement turc, l'UNICEF et le Croissant-Rouge turc.